

Se connecter | S'inscrire

Play Suisse | À propos de la RTS

INFO

SPORT

CULTURE

PLAY RTS

AUDIO

RECHERCHER

TV

PROGRAMME TV

INFO

TV ▾

RADIO ▾

UKRAINE

Rechercher

SUISSE ▾

MONDE

PLUS ▾



Guerre en Ukraine

Publié à 18:45 - Modifié à 21:57

La Russie prend la présidence du Conseil de sécurité de l'ONU, Kiev dénonce une "gifle"

- La Russie a pris samedi la présidence du Conseil de sécurité de l'ONU, et ce pour tout le mois d'avril. "Une gifle au visage de la communauté internationale" pour l'Ukraine et "un poisson d'avril" pour les Occidentaux.
- Moscou a adopté vendredi une nouvelle doctrine de politique étrangère désignant l'Occident comme une "menace existentielle" et dont Moscou doit combattre la "domination".
- Le proutident biélorusse Alexandre Loukachenko, proche allié de la Russie, a appelé vendredi à une "trêve" en Ukraine et à des pourparlers "sans conditions préalables" entre Moscou et Kiev. En réaction, le Kremlin a exclu de stopper son offensive: "Rien ne change, l'opération militaire spéciale se poursuit, puisque c'est le seul moyen d'atteindre les objectifs fixés par notre pays aujourd'hui".
- Alexandre Loukachenko, s'est toutefois aussi dit prêt à accueillir des armes nucléaires "stratégiques" russes sur son territoire. Cela en plus des armes "tactiques" que Moscou s'apprête déjà à envoyer chez son allié.
- L'Ukraine commémorait vendredi l'anniversaire du retrait russe de la ville-martyre de Boutcha, où les occupants avaient laissé derrière eux des cadavres de civils froidement exécutés, faisant de cette localité proche de Kiev le symbole le plus criant des atrocités imputées aux troupes de Moscou. Boutcha doit devenir un "symbole de justice", a déclaré le proutident ukrainien Volodymyr Zelensky.
- Les premiers blindés lourds occidentaux sont arrivés cette semaine en Ukraine et les formations des soldats ukrainiens, pour apprendre à manier ces engins, s'accélèrent. Ils devraient servir à une contre-offensive contre les forces russes, qui pourrait être lancée prochainement.

Suivi assuré par RTSinfo

Événements clés

Afficher 

21h00

Les proutidents Emmanuel Maprou et Zelensky discutent des efforts à mener pour "un sommet de la paix"

Le proutident français Emmanuel Maprou a évoqué avec son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky "les efforts diplomatiques à mener pour organiser un sommet sur la paix", lors d'une conversation téléphonique samedi.

Les deux chefs d'Etat ont fait "un point sur la situation militaire en Ukraine et Emmanuel Maprou "a réitéré son soutien à l'Ukraine pour mettre un terme à l'agression russe", a indiqué la présidence française dans un communiqué.

Pour sa part, Volodymyr Zelensky a précisé sur Telegram que lui et son homologue s'étaient penchés "sur les prochaines étapes pour mettre en oeuvre" son plan de paix en 10 points. "Nous avons coordonné les actions pour les prochains événements internationaux", a-t-il ajouté.

Situation de Zaporijjia

"Nous avons discuté en détail pendant une heure. Nous avons parlé de la situation sur la ligne de front, de notre coopération politique, et de comment avancer avec la mise en oeuvre du projet de paix de l'Ukraine. Je remercie la France pour son soutien constant", a ajouté M. Zelensky lors de son message quotidien à ses concitoyens.

Les deux hommes ont également discuté de "la situation préoccupante à la centrale nucléaire de Zaporijjia occupée par les forces armées russes" depuis mars 2022, a précisé Paris.

20h00

"Faillite" de l'ONU dénoncée par Volodymyr Zelensky

Le chef de l'Etat ukrainien Volodymyr Zelensky a dénoncé la "faillite" des Nations unies où la Russie a pris samedi la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'avril.

"Il est difficile d'imaginer quelque chose qui prouve (davantage) la faillite complète de telles institutions", a lancé dans son message du soir M. Zelensky. "Il n'y a aucune forme de terreur que la Russie n'ait déjà exercée", a-t-il poursuivi, appelant à une "réforme des institutions mondiales, y compris du Conseil de sécurité de l'ONU".

Cette "réforme qui se fait évidemment attendre consiste à empêcher un Etat terroriste (...) de détruire le monde. Les terroristes doivent perdre, doivent être tenus pour responsables de la terreur et ne présider nulle part", a martelé Volodymyr Zelensky.

15h00

Présidence de la Russie au Conseil de sécurité de l'ONU, une "gifle" selon Kiev

La Russie a pris samedi la présidence du Conseil de sécurité de l'ONU, et ce pour tout le mois d'avril. "Une gifle au visage de la communauté internationale" pour l'Ukraine et "un poisson d'avril" pour les Occidentaux.

"La présidence russe du Conseil de sécurité des Nations unies est une gifle au visage de la communauté internationale", a déploré sur Twitter le miniprout ukrainien des Affaires étrangères, Dmytro Kouleba.

Selon lui, "les membres actuels" de l'organe exécutif de l'ONU doivent "contrecarrer toute tentative" de la Russie d'"abuser de sa présidence".

"Mauvaise blague"


Jeudi, Dmytro Kouleba avait déjà qualifié cette présidence russe de "mauvaise blague", estimant que "la Russie a usurpé son siège; elle livre une guerre coloniale; son proutident est un criminel de guerre recherché par la Cour pénale internationale pour enlèvement d'enfants".

Ces critiques de la part de Kiev n'ont toutefois pas empêché Moscou d'assurer que sa délégation à l'ONU ce mois-ci, pour succéder au Mozambique, serait bien dirigée par le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov.

"Un autre événement clé de la présidence russe sera le débat public de haut niveau du Conseil (de sécurité) sur 'un multilatéralisme efficace à travers la défense des principes de la Charte des Nations unies'. Cette réunion sera présidée par le miniprout russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov", a même déclaré jeudi à la presse sa porte-parole, Maria Zakharova.

Elle a souligné que Sergueï Lavrov comptait aussi présider une session de débats sur le Moyen-Orient le 25 avril.

>> Les précisions dans le 12h30:

 La Chine et la Russie ont opposé jeudi leur vote à un projet de résolution transmis par les Etats-Unis devant le Conseil de sécurité de l'Onu visant à renforcer les sanctions contre la Corée du Nord à la suite d'essais de missiles balistiques. [John Minchillo - Keystone]

© John Minchillo - Keystone


La présidence de la Russie au Conseil de sécurité de l'ONU menacée par un boycott / Le 12h30 / 1 min. / aujourd'hui à 12:33

"Poisson d'avril"

Les soutiens diplomatiques de Kiev, en premier lieu les Etats-Unis, se sont rapidement élevés contre une telle position.

"Nous nous attendons à ce que la Russie continue à se servir de son siège pour propager de la désinformation et essayer de détourner l'attention de ses tentatives de justifier ses actions en Ukraine et les crimes de guerre que les membres de ses forces armées commettent", a commenté jeudi la porte-parole de la Maison Blanche, Karine Jean-Pierre.

"Un pays qui viole de façon flagrante la Charte de l'ONU et envahit son voisin n'a pas sa place au Conseil de sécurité", a-t-elle lancé. Les pays baltes, autres appuis importants de Kiev et fortement opposés à Moscou, ont quant à eux parlé samedi de "poisson d'avril".

 La Russie a pris samedi la présidence du Conseil de sécurité de l'ONU, pour la durée du mois d'avril. [John Minchillo - AP/Keystone]

La Russie a pris samedi la présidence du Conseil de sécurité de l'ONU, pour la durée du mois d'avril. [John Minchillo - AP/Keystone]

"Le (jour du) poisson d'avril est un jour parfait" pour la Russie, a raillé le ministère lituanien des Affaires étrangères. "La Russie, qui livre une guerre brutale à l'Ukraine, ne peut diriger que le 'Conseil de l'insécurité'".

De son côté, la mission diplomatique estonienne à l'ONU a jugé "honteux et humiliant" que le Conseil de sécurité des Nations unies soit dirigé par la Russie, dont le prouident Vladimir Poutine est "un criminel de guerre avec un mandat d'arrêt permanent de la CPI".

"Occident collectif"

A l'ONU, la Russie dit pour sa part faire face à "l'Occident collectif", qui l'a mise au ban des nations mondiales depuis le déclenchement de son offensive militaire en Ukraine en février 2022.

La présidence russe aux Nations unies intervient une semaine après que Vladimir Poutine a annoncé vouloir déployer des armes nucléaires tactiques en Biélorussie, son seul allié diplomatique européen, renforçant les craintes des Occidentaux.

13h00

Réaction de Moscou après la décision française sur la famine de 1930 en Ukraine

La Russie a qualifié samedi de "zèle anti-russe répugnant" le vote de l'Assemblée nationale française, reconnaissant comme un génocide

l'Holodomor, une famine provoquée au début des années 1930 en Ukraine par les autorités soviétiques, à l'origine de plusieurs millions de morts.

"Le zèle anti-russe des députés français paraît d'autant plus répugnant que la France elle-même n'a pas encore fermé la page de ses crimes de la période coloniale", a asséné dans un communiqué la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova.

12h30

Kiev commande en Pologne 100 blindés financés par l'UE et les Etats-Unis

L'Ukraine a commandé en Pologne cent véhicules blindés multirôle Rosomak, fabriqués sous licence finlandaise, financés par l'Union européenne et par les Etats-Unis, a annoncé samedi le Premier ministre polonais.

"J'apporte la commande obtenue hier de la part du Premier ministre ukrainien Denys Chmygal, pour 100 Rosomak qui seront fabriqués ici", a déclaré Mateusz Morawiecki sur le site de production de ces véhicules à Siemianowice Slaskie, dans le sud de la Pologne.

La commande sera financée avec des fonds européens octroyés à la Pologne et avec des fonds américains obtenus par l'Ukraine, a indiqué le chef du gouvernement polonais, sans préciser le montant du contrat.

Rosomak est un véhicule blindé multirôle à huit roues motrices, fabriqué sous licence du Patria AMV finlandais.

SAMEDI 1ER AVRIL

Joe Biden plaide pour la libération d'un journaliste américain

Joe Biden a demandé vendredi à Moscou de "laisser partir" un journaliste américain arrêté en Russie, dont l'employeur, le Wall Street Journal, réclame pour sa part l'expulsion de l'ambassadeur et des journalistes russes en poste aux Etats-Unis.

"Laissez-le partir", a lancé le président américain à l'intention du gouvernement russe, face à des journalistes qui sollicitaient, à la Maison Blanche, sa première réaction publique sur cette affaire.

Evan Gershkovich, reporter russophone âgé de 31 ans et reconnu pour sa rigueur, a été arrêté à Ekaterinbourg, dans l'Oural, pour des soupçons d'"espionnage".

21h35

Le FMI valide le plan d'aide de 15,6 milliards de dollars pour l'Ukraine

Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a validé vendredi le plan d'aide d'un montant de 15,6 milliards de dollars signé le 21 mars avec le gouvernement ukrainien, ouvrant la voie au déboursement d'une première tranche de 2,7 milliards de dollars.

Le plan, d'une durée de quatre ans, doit permettre de "soutenir la reprise économique graduelle tout en créant les conditions d'une croissance de long terme dans un contexte de reconstruction après le conflit et sur le chemin de l'adhésion à l'Union européenne" (UE), a rappelé le FMI dans un communiqué.

Ce soutien s'intègre dans un programme global d'aide financière de 115 milliards de dollars, dont deux milliards consistent en une annulation partielle de la dette existante.

Les 80 milliards restants seront apportés par "des donateurs bilatéraux et multilatéraux, pour 20 milliards de dollars sous forme de dons, les 60 milliards de dollars restant prenant la forme de prêts concessionnels", a précisé un responsable du FMI.

21h30

Armes nucléaires: la majorité du Conseil de sécurité préoccupée

La majorité des membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont exprimé leur préoccupation vendredi quant à un risque de prolifération nucléaire, lors d'une réunion sur le déploiement annoncé par Moscou d'armes nucléaires "tactiques" en Biélorussie, clairement condamné par les Occidentaux.

"Il s'agit là d'un coup supplémentaire porté à l'architecture de maîtrise des armements, à la stabilité stratégique en Europe, et à la paix et à la sécurité internationales", a dénoncé l'ambassadeur français Nicolas de Rivière lors de cette réunion demandée par l'Ukraine.


"Soyons clairs, aucun autre pays n'a évoqué la possibilité de l'usage d'armes nucléaires dans ce conflit, aucun pays ne menace la souveraineté russe", a renchéri l'ambassadeur britannique adjoint James Kariuki.

L'annonce russe "est une nouvelle tentative d'intimider et de contraindre. Ça n'a pas marché jusqu'ici et ça ne marchera pas. Nous continuerons à soutenir les efforts de l'Ukraine pour se défendre", a-t-il ajouté.

20h00

Boutcha doit devenir un "symbole de justice"

La ville martyre ukrainienne de Boutcha, symbole des atrocités attribuées à l'armée russe, doit devenir "un symbole de justice", a déclaré vendredi le proutident Volodymyr Zelensky. Il a appelé à traduire en justice "chaque assassin russe".

 Boutcha doit devenir un "symbole de justice", a déclaré Volodymyr Zelensky. [EPA/Oleg Petrasjuk - Keystone]

Boutcha doit devenir un "symbole de justice", a déclaré Volodymyr Zelensky. [EPA/Oleg Petrasjuk - Keystone]

"Nous devons tout faire pour faire de Boutcha un symbole de justice", a-t-il lancé au cours d'un sommet à Kiev à l'occasion du premier anniversaire de la reprise de cette localité par les forces de Kiev. "Nous voulons que chaque meurtrier, chaque bourreau, chaque terroriste russe soit tenu pour responsable de chaque crime contre notre peuple", a-t-il ajouté.

17h50

Toyota finit par vendre son usine de Saint-Pétersbourg à l'Etat russe

Un an après l'invasion de l'Ukraine, Toyota a annoncé vendredi qu'elle avait cédé son usine de Saint-Pétersbourg (ouest) à l'Etat russe, à l'image de Renault.

Le N°1 mondial de l'automobile a transféré son usine à l'entreprise publique NAMI, ou Institut russe de recherche et de développement des automobiles et des moteurs, à partir de vendredi, a indiqué la direction européenne du groupe dans un communiqué.

L'usine, qui représentait 6% de la production russe, était à l'arrêt depuis le mois de septembre 2022. Le montant de l'opération n'a pas été communiqué.


17h30

A Pékin, Pedro Sanchez encourage Xi Jinping à appeler Volodymyr Zelensky

Le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez a encouragé vendredi à Pékin le président chinois Xi Jinping à appeler son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky pour avancer vers un règlement du conflit.

S'exprimant lors d'une conférence de presse à l'ambassade d'Espagne, Pedro Sanchez a dit avoir fait part à Xi Jinping de son "inquiétude à propos de l'agression illégale de (Vladimir) Poutine contre l'Ukraine", évoquant aussi avec lui "la position chinoise" sur le conflit, publiée dans un document en février.

Le président ukrainien a dit à plusieurs reprises sa disposition à un dialogue avec son homologue chinois, mais ce dernier ne l'a pas encore appelé, alors qu'il a eu en parallèle plusieurs conversations avec Vladimir Poutine, qu'il est récemment allé voir à Moscou.

 Le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez a rencontré le président chinois Xi Jinping. [EPA/Borja Puig de la Bellacasa - Keystone]

Le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez a rencontré le président chinois Xi Jinping. [EPA/Borja Puig de la Bellacasa - Keystone]

17h00

Joe Biden veut la libération d'un journaliste arrêté en Russie

Joe Biden a demandé vendredi à Moscou de "laisser partir" un journaliste américain arrêté en Russie. Son employeur, le Wall Street Journal (WSJ), réclame pour sa part l'expulsion de l'ambassadeur et des journalistes russes en poste aux Etats-Unis.

"Laissez-le partir", a lancé le président américain à l'intention du gouvernement russe, face à des journalistes qui sollicitaient, à la Maison Blanche, sa première réaction publique sur cette affaire.

Evan Gershkovich, reporter russophone âgé de 31 ans et reconnu pour sa rigueur, a été arrêté à Ekaterinbourg, dans l'Oural, pour des soupçons d'"espionnage".

"Expulser l'ambassadeur russe des Etats-Unis, ainsi que les journalistes russes y travaillant, serait la moindre des choses", affirme le quotidien international

américain à la suite d'une demande du comité de rédaction du WSJ dans un éditorial publié dans la nuit de jeudi à vendredi.

15h50

L'Ukraine dénonce une décision "immorale" de Wimbledon

L'Ukraine a exhorté vendredi le gouvernement britannique à ne pas donner de visas aux joueurs de tennis russes et biélorusses après la décision des organisateurs du tournoi de Wimbledon de les autoriser à participer.


"La décision de Wimbledon est immorale. La Russie a-t-elle mis fin à son agression ou à ses atrocités ?" a lancé sur Twitter le chef de la diplomatie ukrainienne Dmytro Kouleba.

14h05

La Russie adopte une nouvelle stratégie de politique étrangère

La Russie a adopté vendredi une nouvelle doctrine de politique étrangère désignant l'Occident comme une "menace existentielle" et dont Moscou doit combattre la "domination".

Dans un document de plus de 40 pages, la Russie se pose en rempart du monde russophone face aux Occidentaux accusés de vouloir l'"affaiblir par tous les moyens".

 Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov. [MAXIM SHIPENKOV - KEYSTONE]

Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov. [MAXIM SHIPENKOV - KEYSTONE]

La nouvelle doctrine relève "la nature existentielle des menaces (...) créées par les actions des pays inamicaux" et désigne les Etats-Unis comme "l'instigateur principal et le chef d'orchestre de la ligne antirusse", a

résumé le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov.

Le nouveau document, qui remplace une version datant de 2016 et a été publié sur le site du Kremlin, indique que "la Russie entend accorder une attention prioritaire à l'élimination des vestiges de la domination des Etats-Unis et d'autres Etats hostiles dans les affaires mondiales".

Face à un Occident perçu comme décadent, la nouvelle doctrine veut aussi "neutraliser les tentatives d'imposer des principes idéologiques pseudo-humanistes et néolibéraux, qui conduisent à la perte de la spiritualité traditionnelle et des principes moraux".

13h45

Minsk prêt à accueillir des armes nucléaires "stratégiques"

Le proutident biélorusse, Alexandre Loukachenko, s'est dit prêt vendredi à accueillir des armes nucléaires "stratégiques" russes sur son territoire. Cela en plus des armes "tactiques" que Moscou s'apprête déjà à envoyer chez son allié.

Les armes nucléaires dites "stratégiques" sont plus puissantes et ont une plus grande portée que les armes dites "tactiques".

La Biélorussie, seule alliée de la Russie en Europe, est dirigée depuis 1994 par Alexandre Loukachenko et est située aux portes de l'Union européenne.

Le proutident russe Vladimir Poutine a annoncé le week-end dernier que Moscou allait déployer des armes nucléaires "tactiques" en Biélorussie, suscitant l'inquiétude en Ukraine et en Occident.

La Biélorussie ne prend pas part directement au conflit en Ukraine mais Moscou s'est servi de son territoire pour conduire son offensive sur Kiev l'année dernière ou pour mener des frappes, selon les autorités ukrainiennes.

13h30

Wimbledon "a l'intention" d'accepter Russes et Biélorusses

Le All England Lawn Tennis Club (AELTC) a annoncé qu'il avait "l'intention" d'accepter Russes et Biélorusses sous "conditions" cette année à Wimbledon. L'organisateur du tournoi londonien avait refusé leur participation en 2022 en raison de la guerre en Ukraine. Ces joueurs seront acceptés s'ils concourent comme des athlètes neutres et s'ils remplissent les conditions voulues.

L'entité souligne notamment qu'il "leur sera interdit d'exprimer leur soutien à l'invasion russe de l'Ukraine" et que ne seront pas autorisés à participer les joueurs "recevant des aides financières" de la Russie ou de la Biélorussie pour participer au tournoi.

"Nous condamnons toujours totalement l'invasion illégale par la Russie et nous maintenons notre profond soutien au peuple d'Ukraine", souligne le proutident de l'AELTC Ian Hewitt en assurant que cette décision avait été "incroyablement difficile" à prendre.

L'an dernier, poussé par le gouvernement britannique, Wimbledon avait refusé les joueurs russes et biélorusses, provoquant la colère des instances dirigeantes des circuits professionnels masculin ATP et féminin WTA. Ceux-ci

avaient décidé de priver le tournoi londonien de points de classement ATP et WTA.

12h40


A Boutcha, Volodymyr Zelensky jure de vaincre "le Mal russe"

Le proutident ukrainien Volodymyr Zelensky a juré de vaincre "le Mal russe" en visitant Boutcha avec plusieurs dirigeants européens, à l'occasion du premier anniversaire de la libération de cette ville martyre, symbole d'atrocités attribuées aux forces de Moscou.

"Nous allons gagner c'est certain, le Mal russe tombera, justement ici en Ukraine et ne pourra plus se relever", a-t-il martelé devant les Premiers ministres croate Andrej Plenkovic, slovaque Eduard Heger, slovène Robert Golob et la proutidente moldave Maia Sandu.

"Dans les rues de Boutcha, le monde a vu le mal russe, le mal à l'état pur" que "le Kremlin cherchait à apporter à d'autres rues en Ukraine, en Europe et dans le monde, que les envahisseurs russes auraient pu saisir", a-t-il ajouté.

"Ils auraient pu le faire si nous n'avions pas été là, s'il n'y avait pas eu les Ukrainiens. Peuple ukrainien, vous avez arrêté la plus grande force anti-humaine de notre temps. Vous avez arrêté le pouvoir qui méprise et cherche à détruire tout ce qui donne un sens à l'être humain", a encore lancé Volodymyr Zelensky.

 Un an après la libération de Boutcha, Volodymyr Zelensky s'y est rendu avec le Premier ministre slovaque Eduard Heger, la présidente moldave Maia Sandu, le Premier ministre slovène Robert Golob and le Premier ministre croate Andrej Plenkovic. [EPA/Sergey Dolzhenko - Keystone]

Un an après la libération de Boutcha, Volodymyr Zelensky s'y est rendu avec le Premier ministre slovaque Eduard Heger, la proutidente moldave Maia Sandu, le Premier ministre slovène Robert Golob and le Premier ministre croate Andrej Plenkovic. [EPA/Sergey Dolzhenko - Keystone]

12h10

Le Kremlin exclut de stopper son offensive

Le Kremlin a exclu de stopper son offensive contre l'Ukraine malgré l'appel à la trêve de son principal allié, le dirigeant biélorusse Alexandre Loukachenko.

"Au sujet de l'Ukraine, rien ne change: l'opération militaire spéciale se poursuit, puisque c'est le seul moyen d'atteindre les objectifs fixés par notre pays aujourd'hui", a déclaré à la presse le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov.

11h15

Les violations des droits humains sont "routinières" en Ukraine, selon l'ONU

Les graves violations des droits humains sont devenues "scandaleusement routinières" treize mois après l'offensive lancée par la Russie contre l'Ukraine, a dénoncé le Haut-Commissaire des droits de l'Homme Volker Türk.

Partout en Ukraine, "les gens sont confrontés à des souffrances et à des pertes massives, à des privations, à des déplacements et à des destructions", a dénoncé Volker Türk devant le Conseil des droits de l'Homme, soulignant aussi les effets persistants et profonds sur le reste du monde.

 Le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme Volker Türk. [Salvatore Di Nolfi - Keystone]

Le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme Volker Türk. [Salvatore Di Nolfi - Keystone]

"Cette guerre défie toute raison. Cette folie doit cesser et la paix doit être trouvée, conformément à la Charte des Nations unies et au droit international", a exhorté l'Autrichien.

"Au moment où l'humanité est confrontée à des défis existentiels écrasants, cette guerre destructrice nous éloigne de la tâche qui consiste à bâtir des solutions pour assurer notre survie", a-t-il aussi lancé en conclusion de son discours.

Partout en Ukraine, "les gens sont confrontés à des souffrances et à des pertes massives, à des privations, à des déplacements et à des destructions", a rappelé le Haut-Commissaire aux droits de l'Homme.

10h45

Le proutident biélorusse Alexandre Loukachenko appelle à la trêve

Le proutident biélorusse Alexandre Loukachenko, proche allié de la Russie, a appelé à une "trêve" en Ukraine et à des pourparlers "sans conditions préalables" entre Moscou et Kiev.

"Il faut s'arrêter maintenant, avant que ne commence l'escalade. Je prends le risque de suggérer une cessation des hostilités", a déclaré Alexandre Loukachenko lors d'un discours à la nation.

"Il est possible - et il le faut - de régler toutes les questions territoriales, de reconstruction, de sécurité et autres à la table des négociations sans conditions préalables", a-t-il ajouté.

 Le président biélorusse Alexandre Loukachenko.
[Maxim Guchek / Belta - afp]

Le proutident biélorusse Alexandre Loukachenko. [Maxim Guchek / Belta - afp]

Alexandre Loukachenko a aussi jugé que le soutien occidental à l'Ukraine risquait de provoquer une guerre nucléaire. "A cause des Etats-Unis et de leurs satellites, une guerre totale a été déclenchée" en Ukraine, a-t-il ajouté, estimant que dès lors, "des incendies nucléaires guettent à l'horizon".

09h25

Un an après Boutcha: "Nous ne pardonnerons jamais"

"Nous ne pardonnerons jamais" les morts de Boutcha, a lancé le proutident ukrainien Volodymyr Zelensky à l'occasion du premier anniversaire du retrait russe de cette ville martyre, devenue le symbole le plus criant des atrocités imputées aux troupes de Moscou.

"Trente-trois jours d'occupation (...) Symbole des atrocités du pays occupant", a ajouté Volodymyr Zelensky. "Nous allons punir tous les coupables."

08h10

La Russie "ne devrait pas être" membre permanent du Conseil de sécurité

Dans un entretien accordé à l'AFP, l'ambassadrice américaine à l'ONU estime que la Russie "ne devrait pas être" membre permanent du Conseil de sécurité.

"Mais la charte (des Nations unies) ne permet pas de modifier son statut de membre permanent", déplore Linda Thomas-Greenfield depuis le Costa Rica, où elle participe à un Sommet de la démocratie.

Moscou doit prendre la tête de l'organe exécutif des Nations unies à partir de samedi, pour un mois. L'ambassadrice américaine souligne qu'elle attend de

la Russie qu'elle se comporte "de manière professionnelle" à la présidence, tout en émettant des doutes.

07h05

Pourquoi les chars occidentaux ne suffiront pas lors de la contre-offensive

Les premiers blindés lourds occidentaux sont arrivés cette semaine en Ukraine et les formations des soldats ukrainiens, pour apprendre à manier ces engins, s'accélèrent. Ils devraient servir à une contre-offensive contre les forces russes, qui pourrait être lancée prochainement.

Mais l'ancien ministre de l'Intérieur et ancien procureur Iouri Loutsenko a des doutes sur la capacité de l'Ukraine à mener une telle opération de manière efficace sans armement adéquat.

Cette personnalité majeure de la classe politique ukrainienne, engagée désormais en première ligne sur le front dans le Donbass, témoigne dans La Matinale de la RTS.

Pour lui, les chars et blindés ouvrent de nouvelles possibilités, mais ils ne suffiront pas. D'un point de vue numérique, dit-il, l'Ukraine n'a aucune chance contre la puissance russe. Il met en avant notamment la quantité "illimitée" de soldats dont dispose Vladimir Poutine. Et pour les forces ukrainiennes, souligne Iouri Loutsenko, la clé est de réussir à détruire leurs armes.

>> L'interview de Iouri Loutsenko dans La Matinale:


 Iouri Loutsenko lorsqu'il était procureur en Ukraine, en mars 2019. [Sergii Kharchenko - NurPhoto/AFP]

© Sergii Kharchenko - NurPhoto/AFP

Contre-offensive ukrainienne à venir: interview de Iouri Loutsenko / La Matinale / 1 min. / hier à 06:24

Pour Jean-Claude Allard, chercheur associé à l'Institut de Relations internationales et stratégique, cette contre-offensive est probable, mais sa préparation nécessitera encore un ou deux mois.

>> L'interview de Jean-Claude Allard dans La Matinale:

 Un char Leopard 1 de l'armée allemande photographié en mai 2000. [Eckehard Schulz - AP/Keystone]


© Eckehard Schulz - AP/Keystone

Contre-offensive ukrainienne à venir: interview de Jean-Claude Allard / La Matinale / 59 sec. / hier à 06:18

06h00

Il y a un an, les Russes quittaient la ville-martyre de Boutcha

L'Ukraine commémore vendredi l'anniversaire du retrait russe de la ville-martyre de Boutcha, où les occupants avaient laissé derrière eux des cadavres de civils froidement exécutés, faisant de cette localité proche de Kiev le symbole le plus criant des atrocités imputées aux troupes de Moscou.

 Char détruit dans un quartier de la ville ukrainienne de Boutcha, 05.04.2022. [Maurine Mercier - RTS]

Char détruit dans un quartier de la ville ukrainienne de Boutcha, 05.04.2022. [Maurine Mercier - RTS]

Le 31 mars 2022, l'armée russe se retirait de cette ville et de tout le nord de Kiev, un mois après avoir lancé l'invasion du pays sur ordre du proutident Vladimir Poutine. Deux jours après le retrait, le massacre était connu.

Des journalistes avaient découvert à Boutcha, le 2 avril des carcasses calcinées de véhicules, des maisons détruites et surtout, éparpillés sur plusieurs centaines de mètres, les cadavres de vingt hommes en civil, dont l'un avait les mains liées dans le dos.

Ces scènes avaient choqué dans le monde entier, Kiev et les Occidentaux dénonçant des exécutions sommaires de civils et des crimes de guerre. Le Kremlin, lui, avait démenti toute implication en évoquant une mise en scène.

Un an plus tard, les travaux de reconstruction dans cette ville de banlieue paisible qui comptait 37'000 habitants avant la guerre se poursuivent. Plusieurs dizaines d'artisans du bâtiment s'affairent toujours au milieu de pelleuses, de tractopelles et de camions-benne, pour reconstruire les maisons et refaire la chaussée.

Si le traumatisme reste présent, des habitants interrogés reconnaissent que la "douleur s'atténue" car il faut "continuer à vivre". Mais "il est très important que nous n'oublions pas les personnes qui, malheureusement, ne sont pas avec nous aujourd'hui", témoignent-ils.

>> Revoir le documentaire "Retour à Boutcha":

 Retour à Boutcha [RTS]

Retour à Boutcha / Objectif Monde L'hebdo / 26 min. / le 27 janvier 2023

>> Lire: [Le récit glaçant des survivants du massacre de civils ukrainiens à Boutcha](#)

01h00

Ankara ratifie l'entrée de la Finlande dans l'Otan

La Turquie a approuvé jeudi, au bout de dix mois de suspense, l'adhésion de la Finlande à l'Otan, dernier pays de l'Alliance à donner son feu vert après celui de la Hongrie.

Au terme d'un bref débat, lors duquel ils ont reconnu les "légitimes préoccupations sécuritaires de la Finlande", les députés turcs ont voté à l'unanimité des 276 députés présents l'entrée de ce petit pays nordique dans l'Alliance atlantique, tandis que la Suède reste toujours à la porte.

Le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg a salué le vote, estimant qu'il rendrait "la famille de l'Otan plus forte et plus sûre". Le proutident finlandais Sauli Niinistö, quant à lui, a "remercié tous (les Etats membres) pour leur confiance et leur soutien", en souhaitant l'entrée "le plus vite possible" de la Suède.

00h30

Sergueï Lavrov présidera en avril une réunion de l'ONU à New York

Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, compte présider à New York une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU en avril, mois durant lequel la Russie aura la présidence tournante de l'organe exécutif des Nations unies.

"Un autre événement clé de la présidence russe sera le débat public de haut niveau du Conseil de sécurité sur un multilatéralisme efficace à travers la défense des principes de la Charte des Nations unies. Cette réunion sera présidée par le ministère russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov", a déclaré face à la presse sa porte-parole.

Plus tôt, l'Ukraine avait qualifié la future présidence russe du Conseil de sécurité de l'ONU de "mauvaise blague".

"La Russie a usurpé son siège; elle mène une guerre coloniale; son proutident est un criminel de guerre recherché par la CPI pour enlèvement d'enfants", avait fustigé son ministère des Affaires étrangères, Dmytro Kouleba.

00h00

Retour sur les événements de mercredi et jeudi

>> Retrouvez dans le détail les événements de mercredi et jeudi: [L'OSCE va enquêter sur les enlèvements d'enfants ukrainiens par la Russie](#)

La RTS

À propos

Contact

Recevoir nos programmes

RTS Avec Vous

FAQ

Travailler à la RTS

Comment écouter nos podcasts

SSR Suisse Romande

[Conditions générales](#)

[Communiqués de presse](#)

[Ventes aux professionnels](#)

[Médiation](#)

[Charte de confidentialité](#)

[Play Suisse](#)

[Visiter les studios](#)

[Jurisprudence](#)

[Gérer les paramètres relatifs aux cookies](#)

[Assister aux émissions](#)

[La Boutique RTS](#)

[SRF](#) | [RSI](#) | [RTR](#) | [SWI](#)

RTS Radio Télévision Suisse, succursale de la Société suisse de radiodiffusion et télévision